

6 Société et Culture

Santé/Situation épidémiologique du VIH au Gabon

Nouvelles infections : de 3 300 à 3 100 cas entre 2012-2017

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

Bien qu'en relative régression, ces données appellent tout de même à l'intensification de la prévention et au renforcement de la bonne gouvernance, comme l'ont compris les journalistes, hier matin, au siège des Nations unies, lors de l'atelier de mobilisation et d'information des médias sur la situation de l'épidémie au Gabon.

SELON les estimations Spectrum, publiées en juillet 2018, le nombre de personnes vivant avec le VIH (PVVIH) au Gabon est passé de 47 948 à 56 000 entre 2012-2017.

Au cours de cette même période, le nombre des PVVIH sous traitement antirétroviral a changé de 14 646 à 33 249. De même, les personnes nouvellement infectées sont passées de 3 300 à 3 100. Le nombre de décès lié au Sida se situe quant à lui entre 1 700 et 1 300 (2012-2017). Bien que relativement rassurants, ces paramètres épidémiologiques appellent tout de même à l'intensification de la prévention et au renforcement de la gouvernance.



Dr Françoise Ndayishimiye, directeur-pays de l'Onusida lors de son intervention.

Photo : Frédéric Serge Long



Une vue partielle des journalistes au cours de l'atelier.

Photo : Frédéric Serge Long

C'est ce qui a été annoncé, hier matin, au siège de l'Onusida à Libreville, dans le cadre de l'atelier de mobilisation et d'information des médias sur la situation de l'épidémie au Gabon. Ceci, en prélude à la célébration de la Journée mondiale du Sida prévue le 1er décembre prochain, sous le thème "Connaitre ton statut sérologique".

De leur côté, les Nations unies développent un plan conjoint et des priorités à travers ses agences, pour la période 2018-2019. En tenant compte notamment du nouveau plan stratégique national 2018-2022. Ces efforts pour soutenir



Journalistes et personnels de l'Onusida au terme de la rencontre.

Photo : DR

les initiatives locales en matière de lutte (prévention surtout en milieu jeunes et chez les populations-clés, dépistage, élimination de la transmission mère-enfant, respect des droits de l'Homme, bonne gouvernance, etc.) a abouti à la mise en place d'un certain nombre de produits et à un système de financement annuel de 150 000 dollars (environ 98 250 000 francs CFA) pour le Gabon et d'éventuels financements additifs avec les sièges des agences du système des Nations unies, les partenariats public-privés et les bailleurs de fonds.

Vie syndicale/ Rentrée du Syndicat de l'éducation nationale (Sena) Appel à la remobilisation des troupes



Les membres du bureau du Sena dont le SG, Fridolin Mve Messa, à la cérémonie de reprise des activités, hier.

Photo : SNN



Vue partielle des syndiqués ayant pris part à cette rentrée syndicale.

Photo : SNN

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

LE Syndicat de l'éducation nationale (Sena) a effectué sa rentrée 2018-2019 mercredi soir à Libreville, à son siège de La Peyrie. Occasion pour ses responsables de faire la rétrospective des activités menées durant l'année écoulée, tant au niveau national qu'international, et de discuter des perspectives pour la

nouvelle année.

Le secrétaire général du Sena, Fridolin Mve Messa, a rappelé que sur le plan national, le syndicat a organisé une campagne contre des violences en milieu scolaire, la formation des membres et des dirigeants nationaux et provinciaux sur les technologies de l'information et de la communication, etc.

Sur le plan international, le Sena s'est investi dans les missions du mouvement des femmes de Brazzaville

et Accra, dans le cadre des activités du Resac, etc.

Le SG du Sena fait néanmoins cette remarque: « s'il est bien vrai que l'année scolaire 2017-2018 s'est déroulée sans grave perturbation des activités pédagogiques, il est tout aussi juste de reconnaître que malgré ce calme apparent, le feu couve. Car notre système éducatif connaît d'énormes dysfonctionnements. »

C'est pourquoi, les membres du bureau du Sena ont saisi cette occasion pour

mettre un accent particulier sur la mobilisation des troupes, mais surtout pour lancer un appel au renouvellement de l'élite syndicale, afin que le Sena se fortifie et développe ses activités, de manière à devenir un syndicat plus efficace, indépendant, agissant en faveur des enseignants et de l'éducation dans son ensemble.

C'est fort de ces nouvelles résolutions que le Syndicat de l'éducation nationale a, par ailleurs, interpellé la tutelle sur l'urgence de

trouver des solutions à un certain nombre de revendications inscrites jusqu'alors dans leur cahier de doléances.

Il s'agit, entre autres, de « l'organisation des concours internes/externes de l'ENS-ENI, conformément aux engagements pris. La construction de structures scolaires. La suppression de l'APC, au regard des dysfonctionnements et autres incohérences constatés. La sécurisation des établissements, la restitution des bons de caisse des ensei-

gnants détenus, la prise en charge adéquate des enseignants malades, etc.»

De plus, pour coller à l'actualité, les membres du Sena se sont dit inquiets de l'ampleur et de la qualité des informations diffusées sur la santé du chef de l'Etat. Ils demandent au gouvernement de communiquer davantage, aux fins d'éviter toute situation pouvant impacter négativement le déroulement de l'année scolaire en cours.